

Le communisme a longtemps été conçu comme une forme de société égalitaire pouvant être instaurée par des décrets d'État; comme l'application d'une ligne politique juste en droit d'éliminer toutes les autres; comme un productivisme supérieur car intégralement socialisé; comme ce qui n'a que mépris pour les attachements à un territoire, pour l'individu et ses faiblesses. Cela nous indique au moins en négatif de quelle manière renouveler l'entente de ce que nous appelons communisme : nous ne croyons pas que l'égalité puisse s'imposer par la force, et en particulier par celle d'un État, fût-il déclaré révolutionnaire. Nous ne voulons pas d'un État, nous ne voulons pas d'un système centralisé, nous voulons ce que nous appelons une composition de mondes. Nous ne voulons pas non plus penser la politique en référence à la seule communauté humaine, car celle-ci n'est rien en dehors des milieux naturels, sociaux et techniques dans lesquels elle s'inscrit. Nous ne voulons pas un meilleur développement économique, mais l'abolition sans reste des pseudo-lois de l'économie qui mènent le monde à sa perte.

La proposition contenue dans ce manifeste est une proposition d'organisation. Elle ne peut être que le fruit d'une conjonction entre la situation politique présente et nos parcours singuliers. D'où venons-nous ? De collectifs autonomes réunis autour de luttes de chômeurs et précaires, de sans-papiers ou encore anti-nucléaires, menées à distance des partis et des syndicats dont la politique est basée sur la représentation. Malgré leurs forces évidentes, ces collectifs politiques ont eux aussi généré leur propre stérilité, liée aux rivalités, au sectarisme, à l'enfermement groupusculaire, à un certain révolutionnarisme verbal ou à une esthétique du geste. Notre proposition est donc issue du constat d'un épuisement des formes de la lutte, qu'il s'agisse des mouvements sociaux et du militantisme qui se subordonne à eux, ou des campagnes d'action ponctuelles impulsées par les milieux radicaux. Elle vient aussi de notre refus d'envisager le choix politique à partir d'alternatives infernales : se spécialiser dans la lutte ou se disperser ; séparer la vie et la politique ou dissoudre la politique dans la vie collective ; surjouer le formalisme organisationnel ou s'enfermer dans les évidences qui font tenir les groupes. Nous concevons la nécessité de l'organisation politique en dehors de ces alternatives, ce qui implique de penser aussi bien ce que nous pouvons immédiatement mettre en œuvre, par nos propres forces, que ce que nous devons anticiper en termes de bouleversements révolutionnaires.

La politique du capital : l'économie

1. Il n'y a pas de « système capitaliste »

Aucune force n'aura plié le monde à ses exigences autant que lui : le règne du capitalisme est sans partage et sans pareil. On ne compte plus les tentatives d'analyse de ce phénomène implacable, épinglé sous le savant nom de « système » : formule consacrée, s'il en est, censée en percer la nature profonde. Mais nous faisons fausse route, si nous écoutons ceux qui désignent par là un fonctionnement aux lois objectives et impersonnelles, sans décision ni intervention. Laissant entendre, au fond, que le capitalisme ne serait pas mis en œuvre par des gens bien réels. Pourtant ces gens-là existent. Ils occupent les postes-clefs du supposé système : les plus en vue sont Mario Draghi, Christine Lagarde, Barack Obama, Christophe de Margerie, Anders Fogh Rasmussen. Ils sont en ce moment dirigeants de multinationales, hommes d'État, chefs militaires, ou ont en charge quelques-uns des

programmes majeurs qui permettent le soi-disant progrès techno-scientifique de l'humanité. Ils se reconnaissent à ceci que leurs décisions sont susceptibles de modeler l'espace mondial — tout en les mettant à l'abri des conséquences désastreuses qu'elles ne manquent pas d'entraîner pour les autres.

Il n'y a aucune raison de croire que la politique se cantonne à ce que l'on nous demande d'y voir : la fastidieuse mascarade électorale, les affaires de l'État, les responsabilités des « représentants » du peuple. Hommes d'affaires, *traders*, patrons de presse, experts en tous genres : tous font de la politique, même s'ils ne le savent pas. Et surtout lorsqu'ils disent qu'ils n'en font pas.

La politique, dans ce cas, se confond strictement avec le pouvoir de décider de quelles manières les autres doivent conduire leur vie. Or, ceux qui décident à notre place de l'existence que l'on va devoir mener — quelles que soient leurs divergences d'opinion, d'intérêt ou de fonction — sont tous d'accord au moins sur un point : ils entendent respecter et faire respecter *les lois de l'économie*. « L'économie est une réalité du monde qu'il faut connaître, une science qu'il faut comprendre... », mais c'est exactement là que commence le mensonge : ce qu'on appelle « l'éco-

nomie », ce n'est rien d'autre qu'une politique. Et comme toute politique, elle trace une frontière entre les amis et les ennemis.

La situation s'éclaire alors sur ce point : nous avons des ennemis. Ils ne sont pas forcément malveillants à notre égard, il peut même leur arriver de vouloir très sincèrement que nous soyons heureux, épanouis et fiers de vivre dans le monde qu'ils conçoivent pour nous. On pourrait même dire que c'est exactement cela qu'ils attendent : que nous leur confirmions que leur monde est bien le meilleur des mondes possibles — ou le moins pire, c'est selon. Mais il arrive que ce monde devienne non seulement peu désirable, mais plus encore : littéralement invivable. Et de cela, du caractère proprement invivable de ce monde, nous pouvons très légitimement tenir pour principaux responsables ceux qu'il faut bien appeler : *les militants de l'économie*. Ils ont pour eux un ensemble d'institutions — du FMI à l'OTAN, de la Banque Mondiale aux grands groupes de presse, du ministère de la culture aux Compagnies Républicaines de Sécurité — apparues au cours de l'histoire du développement capitaliste et de l'État moderne. Ces institutions, les appareillages techniques et juridiques qui les accompagnent, sont autant de sédiments des victoires du capital,

sur lesquelles il s'appuie pour contraindre les individus et les populations à se soumettre à son règne, et punir ceux qui auraient le malheur de ne pas le faire.

Si nous parlons du « capital », ce n'est pas pour faire croire qu'il y a un grand Sujet de l'Histoire qui se cache derrière l'ordre apparent des choses. Le capital, ça ne désigne rien d'autre que l'ensemble des militants de l'économie, l'ensemble des personnes qui œuvrent activement à imposer les lois de l'économie comme une évidence, comme seule voie pour réguler les formes de la vie collective — *there is no alternative*, clamait-on du côté des leaders du mouvement capitaliste dans les années 1980. Le monde du capital, c'est le monde voulu par la classe des militants de l'économie, qu'ils soient éléphants du Parti socialiste, requins de la finance, jeunes loups de la culture ou qu'ils aient la vue de taupe des savants de la physique nucléaire et de la biogénétique. Cette volonté s'impose désormais à tous — tous les êtres qui peuplent la Terre. Elle se traduit par l'ensemble des contraintes que nous devons accepter pour demeurer dans la course.

Ces contraintes correspondent aux diverses formes par lesquelles nous sommes amenés à nous constituer en

marchandise : en tant que force de travail sur le marché de l'emploi, mais aussi, beaucoup plus largement désormais, en tant que personnes capables de performances, et disposant pour cela de compétences à valoriser. Nous ne reconnaissons pas nécessairement ces contraintes en tant que telles. Mais nul besoin d'en être conscient : il suffit qu'elles soient validées par les conduites qui s'y soumettent.

L'économie, c'est un ensemble de conduites sociales qui sont en phase les unes avec les autres et qui, par là même, entrent en résonance les unes avec les autres, portées par la même *croissance* en la réalité de l'économie. C'est parce que nous éprouvons cette résonance que nous imaginons qu'il existe un système qui nous contraint à agir et auquel nous devons par conséquent nous soumettre, comme on est soumis aux lois de la gravitation. Mais ce « système » et ses lois n'existent que parce que nos conduites les perpétuent à chaque instant. Il n'y a pas de politique sans la conduite de ceux qui acceptent de se soumettre à ce qui a été décidé par d'autres. Ceux-là — que nous sommes tous à des degrés divers — nous les appellerons : *les sujets de l'économie*. Ils sont l'ensemble de ceux qui, de gré ou de force, s'arrangent avec le fait de voir leurs vies dirigées par la fiction des lois de l'économie.

Ce qu'on appelle l'économie n'est rien d'autre qu'une politique : *la politique du capital*. C'est une création humaine — même si elle se présente comme indiscutable, intouchable. Elle ne repose sur rien, rien que des décisions subjectives, qui se font passer pour des lois objectives. Cette politique a eu une naissance — comme tout ce qui naît : elle aura une fin. Et cette fin, nous pouvons choisir de la précipiter.

2. L'utopie du capital

La crise que connaît aujourd'hui le capitalisme n'est pas une crise économique, telle que les médias nous la racontent : c'est une crise politique. Non pas celle d'un système, mais celle d'une stratégie.

La première grande victoire stratégique du capital s'est jouée dans les premières décennies du siècle passé. Le capitalisme est alors déstabilisé par différents événements, avant tout par la révolution bolchevique qui bouleverse la Russie. Cette révolution menaçante est appelée à se propager à l'ensemble du monde par le biais des Partis révolutionnaires. Le capital ne peut plus continuer à masquer l'existence de la conflictualité ouvrière, il n'a

dès lors plus qu'une solution : celle d'intégrer cette conflictualité, en en faisant le moteur de son développement. Si, comme le disait Marx, « les machines vont là où les ouvriers font grève », alors il faut laisser les ouvriers mener leurs luttes. Et c'est à partir d'elles que le capitalisme pourra désormais trouver le ressort essentiel de sa propre dynamique. On écouterà ce que les ouvriers ont à dire par la voix de leurs syndicats et de leurs partis, on leur octroiera la garantie de l'emploi, les congés payés, l'accès à un standard supérieur de consommation, à la culture de masse et à une éducation républicaine plus que jamais soucieuse de l'égalité des chances. En contrepartie, les représentants du mouvement ouvrier accepteront de passer les compromis nécessaires pour défendre les statuts des travailleurs.

Puis il y a les conflits des années 1960-1970 : un nouveau moment révolutionnaire secoue le monde du capital, de l'Algérie au Viet Nam en passant par l'Amérique latine. En Europe, le mouvement révolutionnaire est alors en train de se redéfinir. Aux côtés du mouvement ouvrier officiel, enlisé dans la défense aveugle de la politique de Moscou, sont apparues au moins deux tendances qui vont, jusqu'à aujourd'hui, structurer l'espace de la politique révolutionnaire : d'une part, ce qui se présente comme

l'« autre » mouvement ouvrier, à distance des partis et syndicats institués, mais qui cherche toujours à penser le monde en terme de rapports de classes — exemplairement : l'Autonomie ouvrière italienne. D'autre part, les tentatives révolutionnaires qui ne se réfèrent plus centralement à la conflictualité ouvrière, mais aux diverses formes de libération radicale de la vie aliénée.

Un constat commun les relie : l'usine n'est plus le cadre essentiel des luttes politiques. Mais pour les uns, cela veut dire qu'il faut redéfinir les nouvelles formes d'exploitation du « travail vivant », c'est-à-dire l'ensemble des capacités humaines qui sont mises en œuvre et exploitées dans un processus de travail. Pour les autres, il faut avant tout mettre l'accent sur ce qui est existentiellement incompatible avec les exigences du capital, ou de la « société du spectacle ». Pour bon nombre de révolutionnaires aujourd'hui encore, l'essentiel de la discussion n'est qu'une variation sur la manière dont l'alternative s'est présentée dans cette période-là. Ainsi les débats qui font rage dans le micro-monde révolutionnaire actuel peuvent-ils encore opposer les tenants de la lutte des classes aux partisans des « formes de vie ».

Mais l'essentiel n'est pas là. Il faut surtout voir quelles

ont été les conséquences de la défaite de ces luttes, et quelle a été l'ambivalence de cette défaite. Ambivalence, parce que c'est à partir de ce que ces luttes ont exalté — la libération des mœurs, la démocratie jusque dans l'entreprise, la polyvalence, la créativité — que le capital s'est trouvé en mesure de fabriquer le nouvel espace dont il avait besoin. Un espace qui perd peu à peu sa rigidité et dans lequel il s'agit de moins en moins de conformer les individus à des modèles prédéfinis. Un espace dans lequel on ne leur demande plus tant d'être normés, que de rester inventifs, disponibles aux aléas, capables de changer, plastiques, en un mot : *flexibles*.

On pourrait résumer tout cela en disant que la victoire du capitalisme aura été *une victoire sur l'autonomie*. Le terme renvoie avant tout à ce qui constitue l'enjeu décisif de la lutte. Dans les années 1970, *de notre côté*, l'objectif était de rendre le mouvement révolutionnaire radicalement autonome du développement du capitalisme. Il s'agissait de substituer à la *force productive* disséminée dans les usines (et en dehors) une *force politique* capable de faire du développement capitaliste en tant que tel la cible de ses attaques — à travers la lutte pour le salaire politique, les grèves sauvages, le sabotage. Mais les ultimes expériences d'autonomie ouvrière ont été défaites — du

moins celles qui pouvaient constituer une menace réelle : pas moins de 12 000 arrestations auront lieu en Italie, à la toute fin des années 1970. Le développement du capitalisme n'aura pas été arrêté. Il a même suivi des voies nouvelles qui ont affermi ses prises sur le monde existant.

Des années 1980 jusqu'à 2008, nous sommes entrés dans une période qui correspond à *l'utopie réalisée* du capital : c'est lui qui est parvenu à s'autonomiser de la conflictualité politique et ouvrière. C'est lui qui, durant toute cette période, a l'initiative. Et le signe majeur de cette victoire est que toutes les luttes qui l'ont marquée auront été des luttes essentiellement réactives. La conflictualité ouvrière a pu demeurer un réservoir d'innovation sociale — à travers les compromis passés entre « partenaires sociaux » — mais n'a plus été dès lors le véritable cœur du développement capitaliste.

Par quelle stratégie le capitalisme a-t-il pu assurer cette victoire ? Par ce qui est désigné comme une financiarisation de l'économie. Laissons s'époumoner ceux qui clament encore que le geste politique décisif serait de revenir à l'économie réelle : qu'elle soit réelle ou virtuelle, l'économie est toujours l'économie du capital, sa politique déguisée en système de lois censé s'imposer de lui-même